

**Assemblée générale**

Distr. générale
23 juillet 2014
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-neuvième session,
(22 avril-1^{er} mai 2014)**

N° 13/2014 (Yémen)

Communication adressée au Gouvernement le 24 février 2014

Concernant: Mohammad Muthana Al Ammari

Le Gouvernement n'a pas répondu à la communication

L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé pour une période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, de septembre 2010. Il a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 24/7 du 26 septembre 2013. Conformément à ses Méthodes de travail (A/HRC/16/47 et Corr.1, annexe), le Groupe de travail a transmis la communication au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

GE.14-09334 (F) 101014 101014



* 1 4 0 9 3 3 4 *

Merci de recycler



c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV); et

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. L'affaire est résumée ci-après telle qu'elle a été rapportée au Groupe de travail sur la détention arbitraire.

4. Mohammad Muthana Al Ammari, né en 1980, est de nationalité jordanienne et réside habituellement à Sanaa, au Yémen, avec sa famille. Il exerce la profession d'enseignant, est marié et a deux enfants.

5. En janvier 2011, il a participé à des manifestations pacifiques contre le Gouvernement et a reçu des menaces de représailles de la part d'agents de la sécurité politique, dirigées contre lui-même et sa famille, s'il continuait à prendre part à de telles manifestations. M. Al Ammari a refusé de mettre fin à ses activités et, en mars 2011, il a été arrêté et placé en détention pendant une demi-journée par l'Agence de sécurité politique.

6. Le 5 décembre 2011 autour de midi, un groupe d'une quinzaine d'hommes armés a cerné et arrêté M. Al Ammari dans la rue alors qu'il quittait le domicile de son beau-père, situé à côté du bâtiment de la Sécurité politique. Il a été escorté jusqu'à une voiture de sport de couleur gris-argent, dans laquelle on l'a conduit jusqu'au parking du bâtiment de l'Agence de sécurité politique.

7. L'épouse de M. Al Ammari s'est rendue au quartier général de l'Agence de sécurité politique le 6 décembre 2011 au matin en vue d'obtenir des informations sur l'endroit où se trouvait son mari. Les agents de la Sécurité politique ont nié détenir M. Al Ammari. Cependant, le journal *Al-Thawra*, qui est favorable au gouvernement, a publié un article au sujet de l'arrestation de «six terroristes membres d'Al-Qaida» en première page de son édition du 15 décembre 2011. Cet article présentait les photographies de six hommes, parmi lesquels se trouvait M. Al Ammari, et citait une source gouvernementale les décrivant comme de dangereux militants armés.

8. Le 11 février 2012, un fonctionnaire de l'Agence de sécurité politique a informé l'épouse de M. Al Ammari que celui-ci se trouvait au centre de détention de l'Agence et qu'on l'aviserait de la date à laquelle elle serait autorisée à lui rendre visite. Elle a finalement pu le voir pour la première fois le 6 juin 2012, six mois après son arrestation. Jusqu'à cette date, M. Al Ammari a été détenu au secret et n'a été autorisé à recevoir aucune visite. Il n'a été déféré devant aucune autorité judiciaire compétente aux fins de contester sa détention et aurait subi des tortures au cours des premiers mois de celle-ci. Il aurait été, à différentes reprises, pendu par les pieds des heures durant et frappé avec des bâtons.

9. En juin 2012, le conseil de M. Al Ammari a déposé une plainte auprès du Bureau du procureur en vue d'obtenir une décision contraignante obligeant l'Agence de sécurité politique à déférer l'intéressé à un juge. Il a également demandé son transfert du centre de détention de l'Agence à la prison centrale, ce que l'Agence a refusé.

10. Au début du mois de septembre 2012, M. Al Ammari a été renvoyé par le Bureau du procureur devant le Tribunal pénal spécialisé, à Sanaa, sous les chefs d'accusation d'appartenance à Al-Qaida et de «participation à une bande armée en vue de perpétrer une attaque militaire contre des installations officielles, les intérêts de la sécurité nationale, ainsi que des institutions étrangères». Son procès n'a pas eu lieu avant le 19 octobre 2012, l'Agence de sécurité politique ne l'ayant pas autorisé à comparaître avant cette date en invoquant des motifs de sécurité.

11. M. Al Ammari a été jugé et condamné à une peine de deux ans d'emprisonnement, le 19 octobre 2012. Le verdict précisait qu'il était réputé l'avoir exécutée à compter du 5 décembre 2011, date de son arrestation, et devait donc être libéré le 5 décembre 2013. La source affirme que les garanties d'une procédure régulière n'ont pas été respectées dans le cadre de son procès, car le ministère public n'a produit aucun élément de preuve à l'appui de sa culpabilité. Le conseil de M. Ammari a fait appel de ce jugement, mais la cour d'appel aurait refusé de réexaminer l'affaire au motif qu'elle «relevait de l'appréciation discrétionnaire et de l'autorité du juge de première instance, qui était lui-même soumis à Dieu et à sa conscience» et a donc confirmé la sentence.

12. M. Al Ammari a purgé sa peine dans un centre de détention de l'Agence de la sécurité politique, où il est toujours détenu à ce jour, bien que l'exécution de sa peine ait pris fin depuis le 5 décembre 2013.

13. La source affirme que la détention de M. Ammari est arbitraire, car elle est dépourvue de fondement légal. Elle souligne que l'intéressé a été arrêté sans mandat, qu'à la suite de son arrestation il a été détenu au secret pendant six mois et que les accusations portées contre lui ne lui ont été communiquées que neuf mois environ après son arrestation. Elle allègue que ces faits sont constitutifs d'une violation de l'article 32 b) de la Constitution yéménite (1991), qui dispose que «nul ne peut être arrêté, fouillé ou placé en détention à moins d'être pris sur le fait, ou en exécution d'une ordonnance décernée pour les besoins d'une enquête ou du maintien de l'ordre public, par un juge ou un représentant du ministère public, conformément aux dispositions de la loi». La source affirme qu'ils sont également contraires à l'article 32 c) de la Constitution, qui dispose que «toute personne arrêtée à titre provisoire parce qu'elle est soupçonnée d'avoir commis une infraction doit être déférée devant un tribunal au plus tard vingt-quatre heures après son arrestation. Le juge doit l'informer des motifs de celle-ci, l'interroger et la mettre en mesure de se défendre. Il est tenu de prononcer sans délai une ordonnance motivée de remise en liberté ou de maintien en détention. Dans tous les cas, la détention ne peut se prolonger au-delà de la période fixée par cette décision judiciaire». La source affirme de surcroît, qu'en tout état de cause, M. Al Ammari ayant fini d'exécuter sa peine le 5 décembre 2013, la privation de liberté dont il continue à faire l'objet est dépourvue de tout fondement légal.

14. La source allègue, au surplus, que la détention de M. Al Ammari est arbitraire au regard de l'exercice des droits et libertés qu'il tient de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Selon elle, la détention de M. Al Ammari est un acte de représailles perpétré par des fidèles de l'ancien Président Ali Abdallah Saleh et elle est constitutive d'une violation du droit à la liberté d'opinion et d'expression et du droit à la liberté de réunion pacifique garantis par les articles 19 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les articles 19 et 21 du Pacte.

15. Enfin, elle affirme que la détention de M. Al Ammari est arbitraire en ce qu'elle constitue une violation des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, telles qu'elles sont énoncées aux articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Elle argue que la détention au secret de M. Al Ammari durant six mois, et le fait qu'il ait comparu devant le Tribunal pénal spécialisé en octobre 2012 seulement, sont constitutifs d'une violation du paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte, qui dispose que «[t]out individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale sera traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires, et devra être jugé dans un délai raisonnable ou libéré. La détention de personnes qui attendent de passer en jugement ne doit pas être de règle, mais la mise en liberté peut être subordonnée à des garanties assurant la comparution de l'intéressé à l'audience, à tous les autres actes de la procédure et, le cas échéant, pour l'exécution du jugement». La source est également d'avis qu'avant son jugement M. Al Ammari n'a pas bénéficié de la présomption d'innocence, en violation du paragraphe 2 de l'article 14 du Pacte, qui garantit que «toute personne [...] est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie». Elle mentionne à l'appui de son argument la publication par le journal pro-gouvernemental *Al-Thawra* de l'article désignant M. Al Ammari comme l'un des «six terroristes membres d'Al-Qaida», ainsi que le refus de l'Agence de sécurité politique de traduire l'intéressé devant un tribunal pendant plusieurs mois après son arrestation. La source affirme, de plus, que M. Al Ammari n'a pas bénéficié des garanties d'une procédure régulière dans le cadre de son procès, car il a été déclaré coupable en l'absence de toute preuve matérielle et que la cour d'appel a purement et simplement refusé de réexaminer sa cause.

Réponse du Gouvernement

16. Le Groupe de travail a transmis les allégations de la source au Gouvernement yéménite, le priant de fournir dans sa réponse des informations détaillées sur la situation actuelle de M. Al Ammari et d'apporter des précisions sur les dispositions juridiques applicables à son maintien en détention. Le Groupe de travail regrette que le Gouvernement n'ait pas répondu à sa demande.

Délibérations

17. Malgré l'absence de réponse du Gouvernement, le Groupe de travail considère qu'il est en mesure de rendre son avis à la lumière des informations dont il dispose, conformément au paragraphe 16 de ses Méthodes de travail.

18. L'affaire de M. Al Ammari est analogue à plusieurs affaires au sujet desquelles le Groupe de travail a rendu des avis, notamment les avis n° 47/2005, n° 40/2008, n° 13/2009, n° 26/2009, n° 17/2010, n° 5/2011 et n° 19/2012¹. Dans toutes ces affaires, les personnes détenues: a) ont été arrêtées sans mandat et, soit n'ont jamais été inculpées officiellement, soit l'ont été des mois plus tard; b) ont été détenues dans divers centres de détention et prisons pendant des périodes variées sans être déférées devant un juge; c) ont été accusées d'activités terroristes et hostiles à l'État; et d) n'ont jamais été jugées ou ont été jugées par des juridictions pénales spécialisées.

19. Le Groupe de travail relève en outre qu'en l'espèce, comme dans un certain nombre d'autres affaires, les autorités publiques semblent justifier la détention en alléguant, de manière officielle ou officieuse, que le ou les détenus ont des liens avec Al-Qaida et sont soupçonnés d'activités terroristes. L'invocation du prétexte sécuritaire est de plus en plus fréquente dans un certain nombre de pays et a eu pour effet d'affaiblir la protection des

¹ Les avis peuvent être consultés dans la base de données du Groupe de travail sur la détention arbitraire: www.unwgadatabase.org/un.

droits fondamentaux de la personne humaine dans ces pays. Dans des rapports précédents, le Groupe de travail s'est déclaré préoccupé par la tendance persistante des États à recourir à la privation de liberté dans le cadre de la lutte légitime contre le terrorisme².

20. Ayant à l'esprit le recours de plus en plus systématique à la détention arbitraire au Yémen, ainsi que les informations dont il dispose dans la présente affaire, le Groupe de travail note qu'il semble à première vue que de graves défaillances aient affecté la procédure dans cette affaire, tant au moment de l'arrestation de M. Al Ammari, qu'au cours de sa détention, de son procès et après qu'il a exécuté sa peine.

21. La première violation intervenue est celle du paragraphe 2 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. M. Al Ammari a été arrêté sans mandat le 5 décembre 2011, détenu au secret pendant les six mois ayant suivi son arrestation et n'a été informé des accusations portées contre lui qu'au bout de neuf mois de détention. Ces circonstances sont également constitutives de violations de différentes dispositions pertinentes de la législation yéménite (voir l'article 48 c) de la Constitution de 2001 et l'article 73 du Code de procédure pénale (loi n° 31 de 1994)).

22. M. Al Ammari a été déféré devant un juge du Tribunal pénal spécialisé, à Sanaa, en septembre 2012, soit neuf mois après son arrestation, contrairement aux prescriptions de l'article 269 du Code de procédure pénale yéménite et du paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Cette dernière disposition prévoit que toute personne arrêtée ou détenue du fait d'une infraction pénale sera traduite «dans le plus court délai» devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires. Dans son Observation générale n° 8 (1982) sur le droit à la liberté et à la sécurité de la personne, le Comité des droits de l'homme, note que «ces délais ne doivent pas dépasser quelques jours» à compter de la date de l'arrestation et que la «détention [provisoire] doit être exceptionnelle et aussi brève que possible»³. En l'espèce, le délai de neuf mois, dont six mois de détention au secret, qui s'est écoulé avant que M. Al Ammari ait été traduit devant une autorité judiciaire, constitue une violation manifeste des prescriptions du paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte.

23. M. Al Ammari a pris part à des manifestations pacifiques contre le Gouvernement à partir de janvier 2011, à la suite desquelles il a reçu des avertissements de la part d'agents publics visant à l'inciter à cesser ses activités. Cependant, M. Al Ammari, n'en ayant rien fait, a été placé en détention par l'Agence de sécurité politique pendant une demi-journée. Cette détention est révélatrice d'une pratique systématique consistant à placer les manifestants contre le Gouvernement en détention pour tenter de les empêcher d'exprimer leur opinion et d'exercer leur droit de réunion, droits qui leur sont garantis par les articles 19 à 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les articles 19 et 21 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

24. M. Al Ammari a été condamné à une peine de deux ans d'emprisonnement, à compter de la date de son arrestation, le 5 décembre 2011. Il n'a pas été libéré après avoir exécuté cette peine, à savoir le 5 décembre 2013, et il est toujours détenu à ce jour. En l'absence de tout élément indiquant que M. Al Ammari a été inculpé du chef d'une autre infraction, sa détention ne repose sur aucun fondement légal ou motif valable.

25. Le Groupe de travail constate également avec inquiétude que M. Al Ammari a subi des actes de torture et des mauvais traitements au cours de sa détention.

² Voir A/HRC/10/21; E/CN.4/2005/6 et E/CN.4/2004/3.

³ Comité des droits de l'homme, Observation générale n° 8 (1982) sur le droit à la liberté et à la sécurité de la personne, *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément n° 40 (A/37/40)*, annexe V.

26. Enfin, il tient à rappeler que la détention d'une personne a de profonds effets préjudiciables pour sa famille, la communauté et la société en général. Les gouvernements et leurs agents portent donc la lourde responsabilité de veiller à l'application de la loi et à l'égalité de protection de toutes les personnes relevant de leur juridiction.

Avis et recommandations

27. À la lumière de ce qui précède, le groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de M. Al Ammari est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 9, et 19 à 21, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 9, 14, ainsi que 19 et 21, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et relève des catégories II et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

28. La détention de M. Al Ammari, du 5 décembre 2013 à ce jour, relève en outre de la catégorie I des critères applicables par le Groupe de travail.

29. Le Groupe de travail demande au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation, à savoir procéder immédiatement à la libération de M. Al Ammari et lui accorder une réparation adéquate, conformément au paragraphe 5 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

30. Au surplus, le Groupe de travail rappelle que le Conseil des droits de l'homme a appelé les États à tenir compte de ses points de vue et, si nécessaire, prendre les mesures appropriées pour remédier à la situation des personnes privées arbitrairement de leur liberté. Les États sont également priés de coopérer avec le Groupe de travail et de répondre à ses demandes d'information, ainsi que d'accorder l'attention voulue à ses recommandations⁴.

31. Conformément à l'article 33 a) de ses Méthodes de travail révisées, le Groupe de travail juge approprié de renvoyer les allégations de torture et de mauvais traitements concernant M. Al Ammari au Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent.

[Adopté le 30 avril 2014]

⁴ Résolution 24/7 du Conseil des droits de l'homme, par. 3, 6 et 8.